

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MAI 1928.

PROJET DE LOI APPORTANT DES MODIFICATIONS A LA LOI SUR LA MILICE, LE RECRUTEMENT ET LES OBLIGATIONS DE SERVICE

EXPOSÉ DES MOTIFS

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

MESSIEURS,

La déclaration ministérielle du 29 novembre 1927 s'exprimait comme suit :

« Le Gouvernement entend appeler le Parlement à délibérer à bref délai sur les projets de loi relatifs à l'organisation de l'armée... Il constituera une Commission mixte qui s'attachera à étudier sans aucun retard, toutes les questions y relatives... et notamment celles qui concernent la durée du temps de service, la réforme linguistique de l'armée et le recrutement régional... Le Gouvernement dégagera des délibérations et des conclusions de la Commission les éléments des projets qu'il vous soumettra, en vue d'assurer pleinement la sécurité du territoire, de réorganiser l'armée et, comme conséquence, de réduire le temps de service dans la mesure compatible avec la défense nationale. »

En exécution de cette promesse, la Commission a été installée dès le 29 décembre 1927. Elle a délibéré en toute indépendance jusqu'au 3 avril 1928, tenu trente-trois séances, entendu de nombreux avis de civils et de militaires, et présenté au Gouvernement, à l'unanimité moins une abstention, les conclusions suivantes :

« La Commission mixte estime qu'il est impossible, dans l'état actuel de la défense nationale, de réaliser immédiatement la réduction du temps de service actif.

Elle estime cependant que cette réduction doit s'accomplir dans toute la mesure dans laquelle elle est compatible avec la sécurité nationale.

A l'effet de pouvoir réduire, dans le plus bref délai, à mesure de la réalisation des réformes ci-après indiquées, les prestations personnelles obligatoires, il y a lieu :

1° D'aviser, dès à présent, au moyen d'assurer la couverture permanente de la frontière;

- 2° De donner à l'armée un cadre suffisant de gradés, techniciens et employés ;
- 3° De la doter d'un armement et d'un outillage parfaitement appropriés aux nécessités de la guerre moderne ;
- 4° D'adopter toutes les mesures de nature à accélérer l'instruction et la formation des troupes.

Il y a lieu, par des travaux de fortification, d'assurer à l'armée de campagne des points d'appui qui lui permettent la résistance efficace dans une zone proche de la frontière.

Le régime linguistique de l'armée doit être basé :

- a) Sur l'instruction complète du soldat dans sa langue maternelle ;
- b) Sur la nécessité de l'emploi de cette langue dans les rapports de l'officier avec ses subordonnés jusques et y compris la justice militaire ;
- c) Sur l'unité du commandement.

Il y a lieu de consacrer par la loi l'application du recrutement régional, mis en vigueur depuis 1923, dans toute la mesure dans laquelle il est compatible avec les nécessités de la bonne organisation de l'armée, réserve faite des divergences d'opinion sur l'accentuation du régionalisme au point de vue linguistique.

La loi détermine l'époque où les conditions de cadres, d'armement, d'instruction étant acquises, la nouvelle loi de recrutement entrera en vigueur.

La Commission mixte exprime sa confiance dans la vigilance des chefs de l'armée pour continuer à veiller sur la protection morale des soldats.

Elle fait appel au Pays pour résoudre le problème de la Défense nationale, dans le haut sentiment des intérêts supérieurs de la Patrie. »

Les projets que le Gouvernement vous soumet aujourd'hui s'inspirent de ces travaux et de ces conclusions. Si la Belgique applaudit à l'œuvre de paix à laquelle les hommes d'État les plus éminents consacrent leurs généreux efforts et si elle y apporte un concours dont la sincérité égale la constance, elle a également le souci essentiel d'assurer, par elle-même, la défense de son indépendance. Les membres de la Commission mixte ont eu cette préoccupation constante et unanime et c'est pourquoi leurs travaux aboutissent à cette conclusion qu'il y a lieu de doter le pays d'un établissement militaire qui, tout en réduisant les prestations personnelles, garantira d'une manière effective et permanente la sécurité et l'inviolabilité de tout le territoire belge.

L'instrument de notre défense doit nous permettre :

- 1° De résister à toute époque de l'année à une tentative *d'irruption* ennemie ;
- 2° De contenir, à hauteur de nos frontières, une *attaque brusquée*.

Aucune formule du service général et uniforme à très court terme ne permet d'assurer une couverture permanente et solide, capable d'opposer à une attaque brusquée, des troupes instruites, aptes à livrer combat sans délai. L'existence des troupes de couverture répondant à ces conditions est essentielle. C'est à l'abri de leur résistance que s'achève la mobilisation ; c'est leur résistance qui permet au Commandement de l'armée de mettre en œuvre toutes les ressources de l'organisation défensive nationale et assure l'intervention de troupes alliées destinées à l'appuyer.

Des études minutieuses auxquelles s'est livrée la Commission, il résulte que si, d'une part, moyennant la réalisation préalable de conditions nettement spé-

cifiées, le temps de *l'instruction* de la troupe peut, dans une certaine mesure, être réduit, il n'est, d'autre part, pas possible que la totalité du contingent bénéficie de cette réduction, sinon la *couverture* du pays ne serait pas assurée en permanence et les éléments constitutifs de cette couverture manqueraient de la solidité indispensable.

Le régime qui répond à ces nécessités est réalisé par les projets que nous soumettons à vos délibérations.

Le contingent demeure fixé à 44,000 hommes.

Le service actif est ramené à 8 mois, pour la majeure partie de ceux-ci. Les autres miliciens serviront 12 mois, sauf les hommes incorporés à la cavalerie, à l'artillerie à cheval et aux troupes de forteresse de Liège (environ 3,600) lesquels feront 13 mois et les miliciens désignés par la loi comme candidats des cadres de complément (environ 2,300) qui serviront 14 mois.

Actuellement 24,000 hommes accomplissent 12 et 13 mois de service. Le projet qui vous est soumis maintient ce nombre tout en ramenant de 12,360 à 3,650 ceux des miliciens astreints à 13 mois.

Les 12 et 13 mois de service imposés à une partie du contingent sont indispensables afin de constituer et de maintenir, d'une manière permanente, cette couverture qui a été, avec raison, la préoccupation essentielle des membres de la Commission mixte. Le recrutement des jeunes gens qui y seront astreints est assuré par le système d'un fils par famille, lequel écarte toute possibilité d'arbitraire. Son application répartit la charge supplémentaire uniformément sur les différentes classes de la population quelle que soit la partie du pays où s'exercera son recrutement.

Seront astreints à la même obligation de servir 12 ou 13 mois ceux qui, avant leur entrée au service, appartenaient à une administration de l'État, des provinces, des communes et des établissements placés sous le contrôle des mêmes pouvoirs.

Les miliciens qui ne doivent servir que pendant 8 mois pourront souscrire un rengagement de 4 ou de 5 mois.

Quant aux jeunes gens, gradés de complément, leur entrée en service sera réglée de telle façon qu'ils ne perdront pas plus d'une année d'études; ces miliciens passeront quelques mois dans des écoles d'armes avant d'être versés dans leurs régiments respectifs; l'armée trouvera chez eux d'excellents éléments, officiers et cadres subalternes, aptes à commander dans les régiments de second échelon.

Hormis ceux appartenant à l'Intendance, au Service de Santé et aux établissements de fabrication, tous les miliciens seront assujettis à un rappel de 6 semaines; en outre, 2 rappels de 8 jours seront imposés aux troupes de l'infanterie et de l'artillerie montée, soit un peu plus de la moitié du contingent. Ces 2 rappels de 8 jours sont indispensables pour la « reprise en mains » des réservistes de l'infanterie et de l'artillerie appartenant aux divisions de second échelon; le Commandement sera en mesure de les utiliser dans un délai répondant aux nécessités de la défense du pays, avec un armement en tout semblable à celui des formations du premier échelon. Il est inutile d'insister sur l'importance qu'il faut attacher à la rapidité de l'entrée en opérations de toutes nos divisions.

Aucun milicien ayant servi 13 mois n'est soumis à ces deux derniers rappels.

Le Gouvernement a estimé équitable et conforme à l'intérêt économique du pays d'assurer un pécule mensuel à dater du neuvième mois, à ceux qui, volontairement ou obligatoirement, serviront jusqu'à concurrence de 12, 13 ou 14 mois.

Dans la pensée du Gouvernement, ce pécule ne pourrait être inférieur à 400 francs par mois. Un arrêté royal réglerait le taux et les modalités de versement du pécule, de telle façon qu'il soit autant que possible mis à l'abri d'actes inconsidérés des bénéficiaires.

D'autre part, soucieux d'assurer aux rappelés l'équitable indemnité dont les familles peuvent avoir besoin, le Gouvernement vous propose d'attribuer à tous les rappelés un pécule hebdomadaire qui ne serait pas inférieur à 125 francs.

Certes, l'attribution de ces pécules constituera une charge financière importante pour le pays. Mais il ne faut pas perdre de vue que les bénéficiaires sont, dans leur très grande majorité, des citoyens vivant exclusivement de leur travail et dont les familles doivent être aidées au moment où le pays exige de certains de leurs membres un service complémentaire.

Conformément aux vœux émis par la Commission mixte, le Gouvernement vous demande de consacrer par la loi l'application du recrutement régional mis en vigueur depuis 1923; il propose que dorénavant les miliciens soient désignés pour les garnisons situées dans la province dans laquelle ils sont inscrits et ce jusqu'à concurrence des effectifs qui y sont casernés. En principe, seules les troupes d'occupation rhénane seront recrutées sur l'ensemble du territoire.

La Commission a également précisé que dans son esprit, il y a lieu de subordonner toute réduction éventuelle du temps de service à la réalisation de certaines réformes qu'elle a préconisées, ajoutant qu'il importe que la loi détermine l'époque où, les conditions de cadre, d'armement et d'instruction étant acquises, la nouvelle loi de recrutement entrera en vigueur.

Répondant à ses suggestions, le Gouvernement vous propose de décider que les dispositions du projet seront appliquées pour la première fois à la classe de 1930, les classes antérieures restant régies en ces matières par les prescriptions légales qui les concernent.

Conformément aux vœux expressément émis par la Commission mixte, il va de soi qu'il faut que pour cette époque les mesures ci-après soient en bonne voie d'achèvement :

- 1° Recrutement de volontaires, candidats gradés et employés;
- 2° Mise à hauteur de l'armement et des approvisionnements de l'armée;
- 3° Organisation du système fortifié;
- 4° Maintien à l'armée des meilleurs éléments d'encadrement;
- 5° Amélioration des méthodes et des moyens d'instruction de la troupe.

Les deux projets de loi déposés antérieurement et relatifs au statut des officiers de réserve et au statut des sous-officiers ont pour objet de faciliter la réalisation des mesures ci-dessus reprises sous les n°s 1, 4 et 5. Quant aux autres il appartient au Gouvernement d'en poursuivre l'exécution, et il mettra tout en œuvre pour leur prompt achèvement.

Les projets qui vous sont soumis renforcent la valeur de notre établissement militaire et assurent la protection du pays. C'est à cette pensée que le Gouvernement, ainsi que l'a fait la Commission mixte, a obéi en même temps qu'il a tenu compte dans la plus large mesure du vœu de nos populations, de voir réduire les charges qui pèsent sur elles, pour autant que ces réductions soient compatibles avec la sécurité du territoire.

Nous avons confiance que le Parlement nous permettra de réaliser, à bref délai, la grande œuvre de réorganisation de l'armée que nous nous sommes engagés à soumettre à ses délibérations.

Dispositions particulières.

ARTICLE PREMIER. — L'appel des classes devant commencer le 1^{er} juin au lieu du 1^{er} août, il convient de fixer au 1^{er} mai au lieu du 1^{er} juillet, la date à laquelle les obligations militaires prennent cours.

ART. 2. — L'instauration du recrutement régional permettra, sauf certaines exceptions justifiées par les exigences de l'organisation de l'armée, de maintenir les miliciens dans la province dont ils sont originaires.

ART. 3. — Cette disposition est virtuellement abrogée depuis que les jeunes gens porteurs du diplôme d'études moyennes supérieures complètes, ne doivent plus, pour concourir au recrutement des cadres de complément, faire la preuve que leur instruction générale est suffisante.

ART. 4. — Il ne semble pas indispensable d'imposer des obligations de service actif aux marins, qui, de la sorte ne seraient plus enlevés à leur milieu habituel. Cette mesure se justifie par des raisons d'intérêt national.

D'autre part, la proportion de miliciens qui peuvent obtenir un sursis renouvelable sans autre formalité que celle d'en faire la demande, est portée de 12 à 15 % pour l'ensemble du pays de façon que, normalement, les conseils de milice n'aient pas à intervenir.

ART. 5. — Conséquence de la modification proposée à l'article 4 du projet. La nouvelle rédaction de la dernière ligne permettra d'accorder des sursis exceptionnels au milicien qui, inscrit dans la réserve du recrutement après l'âge normal, n'a pu de ce chef obtenir un sursis en vertu de l'article 11.

ART. 6. — Cette modification est indispensable sinon, les conseils de milice ne pourraient pas accorder le sursis exceptionnel à deux frères marins ou à un milicien marin dont un frère aurait obtenu un sursis de l'espèce du chef de pourvoyance.

ART. 7. — Ce texte permettra d'accorder le sursis à celui qui, après l'expiration des délais fixés pour l'introduction des demandes et avant d'avoir terminé son terme de service actif, devient soutien de famille, par suite *du décès d'un membre de sa famille*.

Cette dernière condition qui existait dans la législation antérieure et n'a disparu qu'à la suite d'une confusion, lors de la discussion de la loi de 1923, doit être rétablie sinon la détermination des délais pour l'introduction des demandes de sursis serait sans effet utile et il n'y aurait plus de fixité dans la constitution numérique du contingent annuel.

Enfin, la dernière phrase a pour but de réparer une lacune de la loi. Actuellement, un milicien qui obtient un sursis en vertu de l'article 14, ne peut, dans la suite, solliciter un sursis illimité, parce que l'article 10 n'est pas mentionné dans le texte.

ART. 8. — Conséquence de la modification proposée à l'article 4 du projet.

ART. 9. — A différentes reprises, des critiques ont été élevées au Parlement, comme dans le public, au sujet du nombre élevé de miliciens qui sont exemptés ou ajournés pour causes physiques.

La mesure préconisée permettra au Ministre de déférer à l'examen du conseil de révision les cas d'exemptions ou d'ajournement qui sembleraient peu justifiés.

ART. 10 b). — *Suppression des litteras b et c actuels.*

Depuis la suppression du corps des torpilleurs et marins, les marins et les pêcheurs sont répartis dans les corps au même titre que les autres miliciens. D'ailleurs le projet propose leur dispense du service en temps de paix.

c) Exception faite pour les mariés, le recrutement régional proposé à l'article 2 fait disparaître les catégories de miliciens ayant un droit de préférence pour le choix de la garnison.

Nouveaux litteras b et c.

Les littéras *b* et *c* nouveaux sont justifiés d'une part, par la nécessité d'aider dans toute la mesure du possible au recrutement des médecins indispensables à la Colonie et, d'autre part, dans le but de faciliter aux fils de Belges installés à demeure dans la Colonie, l'accomplissement de leurs obligations militaires. Tandis que les médecins seront versés dans l'armée coloniale, l'engagement à contracter par les fils de résidants, les mettra à la disposition de l'Administration qui les préparera à un office utile à la Colonie.

ART. 11. — La modification est justifiée par la nécessité d'obliger l'ensemble des éléments intellectuels de la Nation à participer au recrutement des cadres de complément.

ART. 13. — Cette disposition est analogue à celle qui existe déjà en ce qui concerne les membres du clergé et les instituteurs. Il est indispensable que le service des asiles d'aliénés puisse continuer à être assuré en cas de mobilisation.

ART. 14. — La réduction du maintien sous les armes par mesure disciplinaire est justifiée par la diminution du terme de service actif.

ART. 15. — Il convient de séparer nettement dès leur entrée à l'armée, les volontaires destinés à former les cadres de carrière et ceux qui devront occuper à l'armée des emplois tenus actuellement par des miliciens.

ART. 16. — Deux ans suffisent pour former un pilote d'aviation. D'autre part, les pilotes ne sont pas appelés à encadrer les formations aéronautiques.

ART. 17. — Tout en satisfaisant au désir légitime des intéressés, en donnant à leur situation plus de stabilité, il a été jugé indispensable de limiter à trente-deux ans l'âge auquel les sous-officiers pourront être maintenus au service actif. Un arrêté royal fixera les dérogations qui peuvent être apportées à ce principe.

D'une façon générale, à leur sortie de l'armée, les sous-officiers obtiendront soit un emploi civil, soit une indemnité de départ.

D'autre part, il convient d'encourager le rengagement des miliciens qui ne doivent accomplir que 8 mois de service. C'est l'objet du littéra *c*.

ART. 18. — Actuellement le volontaire ne peut obtenir 30 jours de congé avec solde qu'après 3, 4 ou 5 ans de service actif suivant l'âge auquel il s'est engagé, alors que le milicien rengagé obtient la même faveur après 10, 12 ou 13 mois de service. Le projet leur accorde indistinctement à tous, les 30 jours de congé après 3 ans de service. Une exception est faite en faveur des candidats gradés de complément qui obtiendront 30 jours de congé, s'ils accomplissent un rengagement minimum d'un an.

ART. 19. — Actuellement, le volontaire licencié dans les conditions ci-contre doit comparaître devant le Bureau de recrutement avec les miliciens de sa classe.

Le Bureau de recrutement ne peut, en général, que confirmer l'inaptitude de l'intéressé au service.

ART. 20. — Cette disposition a cessé de produire ses effets avec la classe de 1925.

ART. 21. — C'est par oubli que lors du vote de la loi du 2 août 1926, le nombre 49,500 a été maintenu.

ART. 22. — Cet article est virtuellement abrogé depuis l'abandon de la Ruhr par nos troupes.

ALBERT.

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,
HENRI JASPAR.

Le Ministre de la Défense Nationale,
Comte DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
PAUL HYMANS.

Le Ministre de la Justice,
P.-E. JANSON.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,
A. CARNOY.

Le Ministre des Sciences et des Arts,
M. VAUTHIER.

Le Ministre des Finances,
B^{en} M. HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture et Ministre des Travaux publics,
H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,
H. HEYMAN.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*
LIPPENS.

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MEI 1928.

WETSONTWERP TER WIJZIGING VAN DE WET OP DE MILITIE, DE WERVING EN DE DIENSTVERPLICHTINGEN

MEMORIE VAN TOELICHTING

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN

MIJNE HEEREN,

De Ministerieele verklaring van 29ⁿ November 1927, luidde als volgt :

« De Regeering zal binnenkort het Parlement verzoeken de wetsontwerpen betreffende de legerinrichting te behandelen... Zij zal een Gemengde Commissie inrichten die zich overwijd zal toeleggen op de studie van al de daarmee verband houdende vraagstukken... en inzonderheid op degene betreffende den duur van den dienstdienst, de taalregeling bij het leger en de gewestelijke indeeling... Uit de beraadslagingen en gevolgtrekkingen der Commissie zal de Regeering de bestanddeelen halen van de ontwerpen die zij U zal voorleggen om de veiligheid van het grondgebied ten volle te verzekeren, aan het leger een nieuwe inrichting te geven, en als gevolg den dienstdienst te verkorten, in zoover het met 's lands veiligheid overeenkomt. »

Ingevolge deze belofte werd de Commissie vanaf 29 December 1927 ingesteld. In volle onafhankelijkheid heeft zij tot 3ⁿ April beraadslaagd, drie en dertig vergaderingen gehouden, talrijke meeningen, van burgers en van militairen, ingewonnen en met eenparigheid van stemmen op ééne na, onderstaande gevolgtrekkingen bij de Regeering ingediend :

De Gemengde Commissie oordeelt dat het in den huidige staat van 's lands verdediging onmogelijk is onmiddellijk den werkelijken dienstdienst te verkorten.

Ze meent evenwel dat die verkorting er moet komen in de volle mate waarin ze met 's lands veiligheid kan samengaan.

Ten einde zoo spoedig mogelijk en naar mate van de verwezenlijking van onderstaande hervormingen, de verplichtende persoonlijke verstrekkingen te beperken, is het gepast :

1° Van stonden aan te bedenken hoe de bestendige dekking van de grens kan gewaarborgd ;

2° Het leger een toereikend kader van gegradeerden, technici en bedienden te verschaffen;

3° Het te voorzien van wapens en eene uitrusting die alleszins aan de vereischten van den modernen oorlog beantwoorden;

4° Al de maatregelen aan te nemen die opleiding en vorming van de troepen kunnen bevorderen.

Er dienen verdedigingswerken voorzien om het veldleger de steunpunten te bezorgen voor een doelmatigen weerstand in een nabij de grens gelegen zone.

Het taalstelsel in 't leger moet steunen :

- a) op de volledige opleiding van den soldaat in zijne moedertaal;
- b) op de noodzakelijkheid van het gebruik van die taal in de betrekkingen van den officier met zijne onderhoorigen tot en met militair gerecht;
- c) op de eenheid van het commando.

De toepassing van de sedert 1923 ingevoerde gewestelijke indeeling dient bij wet gehuldigd in de volle mate waarin die indeeling met de vereischten van een degelijke legerinrichting vereenigbaar is, onder voorbehoud van de verschillende meeningen omtrent de verscherping van het « regionalisme » in taalkundig opzicht.

De wet bepaalt het tijdstip, waarop, ééns de voorwaarde van kaders, wapening en opleiding vervuld, de nieuwe werfwet van kracht zal worden.

De Gemengde Commissie drukt haar vertrouwen uit in de waakzaamheid van de legeroversten om de zedelijke bescherming van den soldaat te blijven behartigen.

Zij doet een beroep op het Land om het vraagstuk van 's Lands verdediging op te lossen, met het verheven gevoel van de hoogere belangen van het Vaderland.

De nu thans door de Regeering voorgelegde ontwerpen steunen op bedoelde werkzaamheden en gevolgtrekkingen. Zoo België zich aansluit bij het vredelievend werk waartoe zich de meest vooraanstaande staatslieden beijveren, en zoo het er een even eerlijke als trouwe medewerking aan verleend, is het er eveneens, in de allereerste plaats, om bezorgd door eigen toedoen de verdediging van zijne onafhankelijkheid te verzekeren. De leden der Gemengde Commissie waren door deze standvastige en eenparige bezorgdheid beziel, weshalve hunne werkzaamheden uitliepen op de gevolgtrekking dat het gepast is het Land een militaire inrichting te schenken die, hoewel de persoonlijke verstrekkingen beperkend, wezenlijk en bestendig de veiligheid en de onschendbaarheid van gansch het Belgisch grondgebied waarborgt.

Ons verdedigingswerktuig moet ons in staat stellen :

1° Op ieder tijdstip van het jaar aan een vijandelijken *inval* het hoofd te bieden;

2° Een *onverhoedschen aanval* ter hoogte onzer grenzen tot staan te brengen.

Geen enkele formule van algemeenen dienstplicht met heel korten termijn laat toe een bestendige en stevige dekking te verzekeren, in staat om onverwijd opgeleide en strijdvaardige troepen tegenover een onverhoedschen aanval te stellen. Over dekkingstroepen te beschikken, welke aan die voorwaarden beantwoorden, in een allereerste vereischte. Onder de hoede van hunnen weerstand is

het dat de mobilisatie voltrokken wordt; hun weerstand is het die het leger-commando toelaat al de middelen van 's lands verdedigingsinrichting in 't werk te stellen en het den Verbonden steuntroepen mogelijk maakt op te treden.

Uit de diepgrondige studie van de Commissie blijkt dat zoo de *opleidingsduur* voor den troep eenerzijds, mits voorafgaande verwezenlijking van klaar bepaalde voorwaarden, in zekere mate kan verminderd worden, het anderzijds niet mogelijk is dat gansch het contingent van het voordeel dezer vermindering geniet; zooniet ware 's lands *dekking* niet gedurig gewaarborgd en zouden de elementen voor die dekking de noodige stevigheid missen.

De ontwerpen die wij u ter beraadslaging voorleggen, huldigen het aan deze verëischten beantwoordend stelsel.

Het contingent blijft op 44,000 man vastgesteld.

Voor het meerendeel van de manschappen wordt de werkelijke dienstdtijd tot acht maanden verminderd. De overige miliciens zullen twaalf maanden dienen, behalve de bij de cavalerie, de rijdende artillerie en de bij de Luiker vestingtroepen ingedeelde manschappen (ongeveer 3,600), die dertien maanden moeten dienen, en de bij de wet aangewezen miliciens als candidaat voor de aanvullende kaders (ongeveer 2,300), die veertien maanden moeten dienen.

Thans volbrengen 21,000 man 12 en 13 maanden dienst. Het u voorgelegd ontwerp handhaaft dit getal, terwijl het getal tot 13 maanden dienst gehouden miliciens van 12,360 tot 3,650 besnoeit.

De aan een gedeelte van het contingent opgelegde 12 en 13 maanden dienst zijn onontbeerlijk om bestendig die dekking samen te stellen en te behouden, die te recht te voornaamste bezorgdheid van de Leden der Gemengde Commissie heeft gaande gemaakt. De tot die verstrekking gehouden jongelingen worden geworven aan de hand van het stelsel van één zoon per gezin, dat alle mogelijkheid van willekeur wegneemt. De toepassing er van verdeelt den bijkomenden last gelijkmatig over de verschillende klassen der bevolking, om 't even in welk gedeelte van 't land de werving geschiedt.

Zij die vóór hunne indiensttreding tot een bestuur van Staat, provincies, gemeenten of onder toezicht dezer machten staande inrichtingen behoorden, zijn eveneens tot dezelfde verplichting van twaalf of dertien maanden dienst gehouden.

De miliciens die slechts acht maanden lang moeten dienen, mogen eene nieuwe dienstverbintenis van vier of vijf maanden bijteekenen.

Wat de jongelingen, aanvullende gegradeerden, betreft, wordt hunne indienstneming zoo geregeld dat zij niet meer dan één studiejaar verliezen; vooraleer in hun onderscheiden regimenten ingedeeld te worden, zullen die miliciens enkele maanden in de wapenscholen doorbrengen; onder bedoelde jongelingen zal het leger knappe elementen vinden, officieren en lagere kaders, geschikt om in de regimenten van den tweeden echelon een commando waar te nemen.

Behalve degenen die tot de Intendantie, den Gezondheidsdienst en de Fabricatie-inrichtingen behooren, zijn al de miliciens aan eene wederoproeping van zes weken onderworpen, bovendien worden er twee wederoproeping van acht dagen opgelegd aan de troepen der infanterie en der bereden artillerie, zegge iets meer dan de helft van het contingent. Die twee wederoproeping van acht dagen zijn onontbeerlijk voor het « op dreef brengen » van de reservisten der infanterie en der artillerie, die deel uitmaken van de divisies van den tweeden echelon; het commando zal in staat zijn ze binnen een termijn die aan de

vereischten van 's lands verdediging beantwoordt, en met een geheel gelijke bewapening als die voor de formaties van den eersten echelon, aan te wenden.

Onnoodig is 't op 't belang te drukken dat aan het spoedig optreden van al onze divisies dient gehecht.

Geen enkele milicien met dertien maanden dienst is aan die laatste twee wederoproepingen onderworpen.

De Regeering heeft het billijk en in overeenstemming met 's lands economisch belang geoordeeld vanaf de negende maand een maandelijksch spaargeld toe te kennen aan degenen die, vrijwillig of verplichtend, twaalf, dertien of veertien maanden dienen.

Naar de opvatting van de Regeering zou dit spaargeld niet minder dan 400 frank per maand mogen bedragen.

Een Koninklijk besluit zou het bedrag en de stortingsmodaliteiten van het spaargeld zóó regelen dat de rechthebbenden het zoo weinig mogelijk onbezonnen zouden kunnen verteren.

Er anderzijds om bekommerd de wederopgeroepen de billijke vergoeding te verzekeren welke de gezinnen kunnen behoeven, stelt de Regeering u voor al de wederopgeroepen een wekelijksch spaargeld te verleen dat niet minder dan 125 frank zou bedragen.

Gewis zal er uit het toekennen van het spaargeld een aanzienlijke geldelijke last voor het land volgen. Doch er dient niet uit het oog verloren dat de rechthebbenden voor het grootste gedeelte burgers zijn die uitsluitend van hunnen arbeid leven en wier gezinnen moeten geholpen worden wanneer het land van sommige hunner leden een bijkomenden dienst eischt.

Overeenkomstig de door de Gemengde Commissie uitgebrachte wenschen, vraagt de Regeering u de toepassing van de sedert 1923 van kracht zijnde gewestelijke indeeling bij de wet te huldigen; ze stelt voor dat voortaan de miliciens aangewezen worden voor de garnizoenen gelegen in de provincie waar ze voor de militie opgeschreven zijn, en zulks tot beloop van de aldaar gekazerneerde getalsterkten. Alléén de bezettingstroepen in Rijnland zullen, in beginsel, over heel het grondgebied geworven worden.

De Commissie heeft eveneens nauwkeurig bepaald dat, volgens haar, alle gebeurlijke dienstverkortingen van zekere door haar aangeprezen hervormingen dient voorafgegaan, er bijvoegend dat de wet het tijdstip moest bepalen waarop de nieuwe werfwet, eens de voorwaarden van kader, wapening en opleiding vervuld, van kracht zal worden.

Op die bedenkingen ingaande, stelt de Regeering u voor te beslissen dat de beschikkingen van het ontwerp voor de eerste maal zullen toegepast worden op de klasse 1930, terwijl de vorige klassen te dezer zake door de hen betreffende wetsbepalingen beheerd zouden blijven.

Overeenkomstig de door de Gemengde Commissie uitdrukkelijk uitgebrachte wenschen, spreekt het vanzelf dat onderstaande maatregelen op dat oogenblik op goeden voet van verwezenlijking moeten wezen :

- 1° Werving van vrijwilligers, kandidaten-gegradeerde en bedienden;
- 2° Op gepast peil brengen van wapening en bevoorrading van 't leger;
- 3° Inrichten van het versterkingsstelsel;
- 4° Behouden bij 't leger van de beste kader-elementen;
- 5° Verbetering van de opleidingsmethoden en- middelen voor den troep.

De vroeger ingediende twee wetontwerpen betreffende het statuut der reserve-officieren en het statuut der onderofficieren beoogen het vergemakkelij-

ken van de verwezenlijking der onder N^{os} 1, 4 en 5 aangehaalde bovenstaande maatregelen. Wat de andere betreft, behoort het de Regeering de uitvoering er van voort te zetten en zij zal alles in 't werk stellen om ze spoedig uit te werken.

De U voorgelegde ontwerpen verhoogden de waarde van onze militaire inrichting en verzekeren de bescherming van het Land. Aan deze gedachte heeft de Regeering evenals de Gemengde Commissie het deed, gehoorzaamd, terwijl zij tevens rekening hield met de rechtmatigen eischen onzer bevolking en de op deze laatste drukkende lasten zooveel mogelijk te verlichten.

Wij vertrouwen dat het Parlement ons, binnen korten tijd, zal in staat stellen om het groote herinrichtingswerk van het leger te verwezenlijken, dat wij ons verbonden hebben aan uwe beraadslagingen voor te leggen.

Bijzondere beschikkingen.

ART. 1. — Daar de oproeping der klassen den 1 Juni in stede van den 1 Augustus moet beginnen, dient de 1 Mei in plaats van 1 Juli als datum bepaald waarop de militaire verplichtingen ingaan.

ART. 2. — Het invoeren van gewestelijke indeeling zal, behoudens sommige door de vereischten der legerinrichting gerechtvaardigde uitzonderingen, toelaten de miliciens in hunne provincie van afkomst te handhaven.

ART. 3. — Sedert de jongelingen houder van het diploma van volledige hogere middelbare studien, om tot de werving van de aanvullende kaders bij te dragen, het bewijs niet meer moeten leveren dat hun algemeen onderwijs toereikend is, is die beschikking virtueel ingetrokken.

ART. 4. — Het lijkt niet volstrekt noodzakelijk werkelijke dienstverplichtingen op te leggen aan de zeelieden die aldus niet meer aan hun gewoon midden zouden onttrokken worden. Die maatregelen is gerechtvaardigd wegens redenen van nationaal belang.

Anderzijds wordt de verhouding aan miliciens die een zonder andere formaliteit dan een gewone aanvraag hernieuwbaar uitstel kunnen bekomen, voor gansch het land van 12 tot 15 t. h. opgevoerd, zoo dat de militieraden, normalerwijze, niet hoeven tusschenbeide te komen.

ART. 5. — Gevolg van de bij artikel 4 van het ontwerp voorgestelde wijziging.

De nieuwe tekst van den laatsten regel zal toelaten buitengewone uitstellen te verleenen aan den milicien die, na den normalen ouderdom in de werfreserve ingeschreven, deswege geen uitstel krachtens artikel 11 heeft kunnen bekomen.

ART. 6. — Die wijziging is onmisbaar, zooniet konden de militieraden het buitengewoon uitstel niet verleenen aan twee gebroeders, zeelieden of aan een milicien, zeeman, van wie een broeder dergelijk uitstel, als kostwinner, mocht bekomen hebben.

ART. 7. — Die tekst zal toelaten het uitstel te verleenen aan dengene die, na het vervallen van de voor het indienen der aanvragen gestelde termijnen en vooraleer zijn werkelijken dienstdienst te hebben uitgedaan, wegens het *overlijden van een lid van het gezin*, de steun van dit laatste wordt.

Deze laatste vereischte, welke in de vroegere wetgeving bestond, en enkel naar aanleiding van eene verwarring bij de bespreking der wet van 1923 is

weggevallen, dient opnieuw ingevoerd, zooniet ware de vaststelling van de termijnen voor het indienen van aanvragen om uitstel zonder nuttig uitwerksel en zouden er voor de numerieke samenstelling van het jaarlijksch contingent geen vaste regelen meer bestaan.

Ten slotte, heeft de laatste volzin ten doel een leemte in de wet aan te vullen. Tegenwoordig kan een milicien, die een uitstel, krachtens artikel 14, bekomt, voortaan geen onbepaald uitstel meer aanvragen, omdat artikel 10 niet in den tekst voorkomt.

ART. 8. — Gevolg van de onder artikel 4 van het ontwerp voorgestelde wijziging.

ART. 9. — Meermaals werd er, zoo in deze zaal als onder het publiek, critiek geopperd omtrent het groot getal wegens lichamelijke redenen vrijgestelde of verdaagde miliciens. De vooruitgezette maatregel zal den Minister toelaten de weinig gerechtvaardigd blijkende vrijstellingen of verdagingen den Herzieningsraad tot onderzoek voor te leggen.

ART. 10b). — *Intrekking van de tegenwoordige littera's b en c.*

Sedert de afschaffing van het Korps Torpedisten en Zeesoldaten, worden zee-lieden en visschers, juist gelijk de andere miliciens, in de korpsen ingedeeld. Het ontwerp voorziet, trouwens, hunne ontheffing in vrede-tijd.

c) Behalve voor de gehuwden, doet de onder artikel 2 voorgestelde gewestelijke indeeling de categorieën van miliciens met een voorkeurrecht voor de keuze van garnizoen verdwijnen.

Nieuwe littera's b en c.

De nieuwe littera's b en c zijn eenerzijds gerechtvaardigd door de noodzakelijkheid in de volle mogelijke mate de werving van de voor de kolonie onmisbare geneesheeren te bevorderen, en, anderzijds, de zonen van in de kolonie standvastig verblijvende Belgen het volbrengen hunner militaire verplichtingen te vergemakkelijken. Terwijl de geneesheeren bij het koloniaal leger ingedeeld worden, zullen de zonen van aldaar verblijvenden door de aan te gane dienstneming, ter beschikking gesteld worden van het Bestuur, dat ze tot een nuttig ambt in de kolonie zal voorbereiden.

ART. 11. — Die wijziging is gerechtvaardigd door de noodzakelijkheid het intellectueel element der Natie te verplichten aan de werving der aanvullende kaders deel te nemen.

ART. 13. — Die beschikking is, wat geestelijken en onderwijzers betreft, dezelfde als de reeds bestaande. De dienst in de Krankzinnigengestichten moet, in geval van mobilisatie, volstrekt verzekerd blijven.

ART. 14. — De inkrimping van het onder de wapens houden bij tuchtmaatregel, is door de verkorting van den werkelijken diensttijd gerechtvaardigd.

ART. 15. — De vrijwilligers voor het vormen der beroepskaders en die voor de betrekkingen bij het leger, welke thans door miliciens worden ingenomen, dienen van af hunne indiensttreding duidelijk vaneen gescheiden.

ART. 16. — Twee jaar volstaan om eenen vliegloods te vormen.

De loodsen zijn, anderzijds, niet geroepen om de luchtvaartformaties te omkaderen.

ART. 17. — Waar er ingegaan wordt op het gewettigd verlangen der belanghebbenden hunnen toestand bestendiger te maken, scheen het, echter, onmisbaar toe den grensleeftijd voor de onderofficieren, om in werkelijken dienst te kunnen blijven, op twee en dertig jaar te bepalen. De mogelijke afwijkingen van dit beginsel zullen bij Koninklijk besluit bepaald worden.

Over 't algemeen zullen de onderofficieren, wanneer zij het leger verlaten, hetzij een burgerlijke betrekking, of wel eene vergoeding wegens vertrek bekomen.

Anderzijds blijkt het gepast het bijteekenen aan te moedigen voor miliciens die maar acht maanden dienst te volbrengen hebben. Daarin voorziet litt. c.

ART. 18. — Tegenwoordig kan de vrijwilliger maar 30 dagen verlof met soldij bekomen na 3, 4 of 5 jaar dienst, naargelang den ouderdom waarop hij in dienst is getreden, terwijl de opnieuwdienende milicien dezelfde gunst bekamt na 10, 12 of 13 maanden dienst. Het ontwerp verleent hun allen, zonder onderscheid, de 30 dagen verlof na 3 jaar dienst. Een uitzondering wordt voorzien ten gunste van de kandidaten-aanvullend gegradeerde, die 30 dagen verlof zullen bekomen, indien ze een nieuwe dienstverbintenis van ten minste één jaar uitdoen.

ART. 19. — Tegenwoordig moet de onder nevenstaande voorwaarden afgedankte vrijwilliger met de miliciens zijner klasse vóór het Werfbureel verschijnen. Over 't algemeen kan het Werfbureel enkel de ongeschiktheid van den belanghebbende voor den dienst bevestigen.

ART. 20. — Sedert de klasse 1925 is die beschikking zonder uitwerking.

ART. 21. — Bij vergetelheid werd het cijfer 49,500 bij de aanneming der wet van 2^e Augustus 1926 gehandhaafd.

ART. 22. — Sedert de ontruiming van de Ruhr door onze troepen is dit artikel feitelijk vervallen.

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,
HENRI JASPAR.

De Minister van Landsverdediging,
Graaf DE BROQUEVILLE.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
PAUL HYMANS.

De Minister van Justitie,
P.-E. JANSON.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,
A. CARNOY.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,
M. VAUTHIER.

De Minister van Financiën,
B^{re} M. HOUTART.

De Minister van Landbouw en Minister van Openbare Werken,
H. BAELS.

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
H. HEYMAN.

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*
LIPPENS.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Wetsontwerp ter wijziging van de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil, Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est autorisé à présenter en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Au litt. b) de l'article 5, remplacer « 1^{er} juillet » par « 1^{er} mai ».

ART. 2.

Rédiger comme suit l'article 6 :

Les miliciens sont désignés pour les garnisons situées dans la province dans laquelle ils sont inscrits pour la milice, et ce, jusqu'à concurrence des effectifs qui y sont casernés.

L'excédent éventuel est affecté aux garnisons d'une province voisine pour laquelle le nombre de miliciens est inférieur aux nécessités organiques. Mais, de toute façon, les miliciens mariés sont désignés pour la garnison la plus proche du lieu de résidence de leur ménage.

Les troupes d'occupation rhénane sont recrutées sur l'ensemble du territoire.

Si les ressources de la province ne

ALBERT,

KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze in Rade vereenigde Ministers, wordt Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, er toe gemachtigd, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp in te dienen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Bij litt. b) van artikel 5, « 1 Juli » te vervangen door « 1 Mei ».

ART. 2.

Artikel 6 te doen luiden als volgt :

De miliciens worden aangewezen voor de garnizoenen in de provincie waarin zij voor de militie zijn ingeschreven, en zulks tot beloop van de er gekazerneerde getalsterkten.

Het gebeurlijk overschot wordt ingedeeld bij de garnizoenen eener naburige provincie, waarvoor het getal miliciens beneden de organieke behoeften blijft. De gehuwde miliciens worden, echter, in ieder geval aangewezen voor het dichtst bij de verblijfplaats van hun gezin gelegen garnizoen.

De bezettingstroepen worden over gansch het grondgebied geworven.

Wanneer de provincie niet genoeg

permettent pas de fournir les éléments aptes pour les troupes d'armée, ainsi que les spécialistes indispensables aux autres corps et services, ces éléments sont recrutés dans les provinces voisines et, en cas d'absolue nécessité, sur l'ensemble du territoire.

ART. 3.

A l'article 9, supprimer le litt. b).

ART. 4.

A l'article 11, modifier comme suite le litt. b) :

b) Les demandes de sursis sont accordées sans autre formalité si, pour l'ensemble du pays, leur nombre ne dépasse pas 15 % des inscrits visés à l'article 4.

Dans le cas contraire, le Conseil de milice est appelé à attribuer les sursis, lesquels sont accordés :

1° Aux officiers de marine, aux élèves des écoles de navigation et des écoles de pêche, aux mécaniciens, chauffeurs et matelots spécialisés de la marine de l'État, de la marine marchande et de la flotte de pêche.

Les 1° à 8° deviennent : 2° à 9°.

ART. 5.

Au littéra a) de l'article 12, substituer; 1°, 2° et 3° à 1° et 2°.

Rédiger comme suit, la dernière ligne : « obtenir du conseil de milice trois sursis exceptionnels successifs ».

ART. 6.

A l'article 13, ajouter au premier alinéa : « du chef de pourvoyance ».

Au 2° alinéa, intercaler « du chef de pourvoyance » entre les mots « exceptionnel » et « ne peut ».

voor de legertroepen geschikte elementen, evenals de voor de andere korpsen en diensten onmisbare specialisten leveren kan, worden die elementen in de nabije provinciën geworven, en, wanneer het volstrekt niet anders kan, over gansch het grondgebied.

ART. 3.

Bij artikel 9, litt. b) weg te laten.

ART. 4.

Bij artikel 11, litt. b) te wijzigen als volgt :

b) De aanvragen om uitstel worden zonder andere formaliteit ingewilligd, indien het getal er van, voor gansch het land, geen 15 t. h. van de onder artikel 4 bedoelde ingeschrevenen overtreft.

In tegenovergesteld geval staat de militieraad de uitstellen toe; deze worden verleend :

1° Aan de zeeofficieren, aan de leerlingen van de zeevaart- en de visschersscholen, aan de geschoolde machinisten, stokers en matrozen van het Staatszeewezen, de koopvaardischepen en de visschersvloot.

De 1° tot 8° worden 2° tot 9°.

ART. 5.

Bij litt. a) van artikel 12, 1° en 2° te vervangen door 1°, 2° en 3°.

Den eersten regel te doen luiden als volgt : « Drie achtereenvolgende buitengewone uitstellen kunnen door den Militieraad toegestaan worden... »

ART. 6.

Bij artikel 13, bij het eerste lid bij te voegen : « wegens kostwinning ».

Bij het tweede lid, tusschen de woorden « Een gezin dat... » en « een uitzonderlijk... » inlasschen : « Wegens kostwinning. »

ART. 7.

A l'article 14, rédiger comme suit le littéra a) : a) Le milicien qui, après l'expiration du délai imparti pour l'introduction des demandes de sursis prévus à l'article 11, et avant d'avoir terminé le terme de service actif qui lui est imposé, vient, par suite du décès d'un membre de sa famille, à se trouver dans les conditions énoncées au 2° ou au 3° de l'article 11 précité, peut être placé en sursis et reversé dans la réserve de recrutement, par décision du conseil de milice. Il est ensuite traité comme il est dit aux articles 10, 11 et 12.

ART. 8.

A l'article 21, litt. b) remplacer à la deuxième ligne litt. b) 1° par litt. b) 2°.

ART. 9.

A l'article 37, ajouter un litt. c ainsi conçu :

c) Le Ministre de la Défense Nationale a également un droit d'appel, mais uniquement à l'égard des miliciens exemptés ou ajournés par les bureaux de recrutement.

L'exercice de ce droit n'est limité par aucun délai.

ART. 10.

A l'article 49, remplacer les litt. b) et c) par le texte suivant :

b) Les miliciens porteurs du diplôme de docteur en médecine qui contractent un engagement pour l'armée coloniale, sont mis à la disposition du Ministre des Colonies pour la durée de leurs obligations de service actif dans l'armée métropolitaine;

ART. 7.

Bij artikel 14, litt. a, te doen luiden als volgt : a) De miliciens die, na het verstrijken van den termijn toegestaan voor het indienen van de onder artikel 11 voorziene aanvragen om uitstel, en voordat hij den hem opgelegden dienstdaag uit heeft, in een der onder het 2° of het 3° van voormeld artikel 11 opgesomde gevallen, wegens het overlijden van een zijner familieleden, mocht komen te verkeer, kan, bij beslissing van den militieraad, uitgesteld en opnieuw bij de werfsreserve ingedeeld worden. Vervolgens wordt hij behandeld zooals gezegd onder artikelen 10, 11 en 12. »

ART. 8.

Bij artikel 21, litt. b, op den tweeden regel « litt. b, 1° » te vervangen door « litt. b, 2° »

ART. 9.

Bij artikel 37, eene littera c bij te voegen, aldus luidend :

c) De Minister van Landsverdediging kan eveneens in beroep komen, doch enkel ten opzichte van de door de werfbureelen vrijgestelde of uitgestelde miliciens.

Voor de uitoefening van dit recht bestaat er geen beperkende termijn.

ART. 10.

Bij artikel 49, litt. b) en c) te vervangen door volgende tekst :

b) De miliciens, houders van het diploma van doctor in de geneeskunde, die een dienstverbintenis bij het koloniaal leger aangaan, worden voor den duur van hunne werkelijke dienstverplichtingen bij het leger van het Moederland, ter beschikking van den Minister van Koloniën gesteld;

c) Les miliciens qui résident de façon continue dans la Colonie, leurs parents y étant établis depuis dix ans au moins, et qui, après avoir épuisé la série des sursis prévus à l'article 11, contractent un engagement pour la Colonie, sont mis à la disposition du Ministre des Colonies pour la durée de leurs obligations militaires dans l'armée métropolitaine. Ils sont maintenus dans la réserve de recrutement.

ART. 11.

Rédiger comme suit l'article 50 :

Les miliciens qui réunissent certaines conditions d'études à déterminer par le Ministre de la Défense Nationale doivent concourir au recrutement des cadres de complément.

ART. 12.

Rédiger comme suit l'article 52 :

a) Le terme de service actif des miliciens prend cours le jour de l'entrée sous les armes sans que cette date, sauf l'exception prévue à l'article 35, puisse être antérieure à celle fixée pour l'appel au service actif de la classe et de l'unité auxquelles ils appartiennent. Il doit être accompli intégralement.

b) Sauf les exceptions énumérées ci-après, la durée du terme de service actif à accomplir par les miliciens est de 8 mois.

c) Les miliciens agents des administrations de l'État, des provinces et des communes ainsi que des établissements placés sous le contrôle des mêmes pouvoirs, doivent accomplir 12 mois de service actif (13 mois à la cavalerie, à l'artillerie à cheval et aux troupes de forteresse de Liège).

d) Les miliciens désignés en vertu de l'article 50 pour concourir au recrutement des cadres de complément, doivent accomplir quatorze mois de service actif.

c) De miliciens, die standvastig in de Kolonie verblijven, hunne ouders er ten minste sedert tien jaar gevestigd zijnde, en die, na de reeks onder artikel 11 voorziene uitstellen te hebben bekomen, eene dienstverbintenis bij de Kolonie aangaan, worden voor den duur van hunne militaire verplichtingen, bij het leger van het Moederland, ter beschikking van den Minister van Koloniën gesteld. Zij worden in de werfreserve gehandhaafd.

ART. 11.

Artikel 50 te doen luiden als volgt :

De miliciens, die aan sommige, door den Minister van Landsverdediging te bepalen studievereichten voldoen, moeten tot de werving van de aanvullende kaders bijdragen.

ART. 12.

Artikel 52 te doen luiden als volgt :

a) De werkelijke dienstdtijd der miliciens gaat in op den dag der indiensttreding en, behoudens de onder artikel 35 voorziene uitzondering, niet vóór den datum, vastgesteld voor de oproeping tot den werkelijken dienst van de klasse en de eenheid waartoe zij behooren. Hij dient algeheel volbracht.

b) Behalve onderstaande uitzonderingen, bedraagt de duur van den door de miliciens te volbrengen werkelijken diensttermijn, acht maanden.

c) De miliciens, beambten aan Staats-, provincie-, gemeentebesturen evenals aan onder het toezicht dier zelfde machten staanden inrichtingen, moeten 12 maanden werkelijken dienst volbrengen (13 maanden bij de cavalerie, de rijdende artillerie en de Luiker vestingstroepen).

d) De krachtens artikel 50 aangewezen miliciens om tot de werving van de aanvullende kaders bij te dragen moeten 14 maanden werkelijken dienst volbrengen.

e) En outre des prescriptions édictées aux littéras c et d ci-dessus, dans chaque famille, le premier fils désigné pour le service comme milicien et qui ne tombe pas sous l'application de ces littéras, doit accomplir douze ou treize mois de service actif suivant les distinctions établies au littéra c ci-dessus.

f) A l'exception des hommes appartenant au service de santé, au service d'intendance, aux compagnies de subsistants et d'employés, au grand parc d'armée, au parc du génie d'armée, et aux établissements de fabrication, les miliciens sont soumis, au cours des dix premières années de leur terme de milice, à un rappel sous les armes d'une durée de 6 semaines.

En outre, au cours de la même période, les miliciens de l'infanterie, ainsi que ceux de l'artillerie des corps d'armée et des divisions d'infanterie seront soumis à deux rappels sous les armes d'une durée de 8 jours chacun.

g) Les miliciens désignés pour concourir au recrutement des cadres de complément sont soumis aux rappels fixés au litt. f) quel que soit le corps ou le service auquel ils appartiennent.

h) Les miliciens astreints à 12, 13 ou 14 mois de service actif en vertu des litt. c), d) et e), reçoivent, dès qu'ils ont accompli 8 mois de service, une indemnité mensuelle dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par arrêté royal.

i) Pendant la durée des rappels prévus au litt. f), tous les miliciens reçoivent une indemnité hebdomadaire dont le montant et les modalités de paiement sont fixés par arrêté royal.

j) Seules les absences résultant des blessures reçues, ou de maladies, contractées ou aggravées du fait du service, comptent comme présence au corps et sont prises en considération pour l'oc-

e) Buiten de onder bovenstaande litt. c) en d) uitgevaardigde voorschriften, moet, in ieder gezin, de eerste zoon, die als milicien voor den dienst is aangewezen en niet onder toepassing van die littera's valt, twaalf of dertien maanden werkelijken dienst volbrengen, naarmate het onder bovenstaande litt. c) gemaakte onderscheid.

f) Uitgenomen de manschappen van den gezondheidsdienst, den intendantedienst, de compagnies subsistenten en bedienden, het groot legerpark, het park der legergenie en de fabricatie-inrichtingen, zijn de miliciens, gedurende de eerste tien jaar van hunnen militie-termijn gehouden tot eene wederoproeping onder de wapens van 6 weken.

Gedurende denzelfden termijn zijn de miliciens der infanterie evenals die van de artillerie der legerkorpsen en infanterie-divisies, buitendien onderworpen aan twee wederoproeping onder de wapens van ieder 8 dagen.

g) De aangewezen miliciens om bij te dragen tot de werving van de aanvullende kaders zijn tot de onder litt. f) opgegeven wederoproeping gehouden, om 't even tot welk korps of welken dienst zij behooren.

h) De miliciens, die krachtens litt. c), d) en e), 12, 13 of 14 maanden werkelijken dienst moeten volbrengen, ontvangen, zoodra ze acht maanden dienst hebben, een maandelijksche vergoeding, waarvan het bedrag en de uitbetalingswijze bij Koninklijk Besluit geregeld worden.

i) Tijdens de onder litt. f) voorziene wederoproeping, ontvangen al de miliciens een wekelijksche vergoeding, waarvan het bedrag en de uitbetalingswijze bij Koninklijk besluit geregeld worden.

j) Alléén de afwezigheid wegens door den dienst zelf opgelopen kwetsuren of opgedane of verergerde ziekten telt als aanwezigheid in het korps, en komt voor het verleenen van de onder litt. h)

trois des indemnités prévues aux litt. *h* et *i*.

ART. 13.

Ajouter à l'article 53, un litt. *d* ainsi conçu :

d) En cas de mobilisation, le Ministre de la Défense Nationale ordonne le maintien en fonction des infirmiers, laïcs ou religieux, qui soignent les aliénés, à condition qu'ils fassent partie de l'armée territoriale et qu'ils soient signalés par le Ministre de la Justice, sur la proposition des inspecteurs gouvernementaux comme étant indispensables au service d'un asile d'aliénés dans l'intérieur du royaume.

ART. 14.

A l'article 54, remplacer aux litt. *a* et *b*, « cent jours » par « soixante-dix jours » et, au litt. *c*, « cent cinquante jours » par « cent jours ».

ART. 15.

A l'article 59, remplacer le premier alinéa par le texte suivant :

En temps de paix, l'engagement volontaire peut être contracté par tout Belge à partir de l'âge de 16 ans jusqu'à l'âge de 30 ans.

Les jeunes gens qui possèdent au moins le certificat d'études primaires complètes, sont admis à concourir au recrutement des gradés de carrière.

Ceux qui ne possèdent pas le certificat d'études primaires complètes et ne peuvent, de ce chef, concourir au recrutement des gradés de carrière, sont admis à occuper un emploi, après avoir accompli un cycle complet d'instruction militaire.

ART. 16.

A l'article 60 ajouter après le premier alinéa : Toutefois, pour les candidats

en *i*) pourziene vergoedingen, in aanmerking.

ART. 13.

Artikel 53 aan te vullen met een aldus luidende litt. *d*) :

d) In geval van mobilisatie, beveelt de Minister van Landsverdediging dat de burgerlijke of geestelijke krankzinnigenverplegers hunne bezigheden blijven waarnemen, op voorwaarde dat zij deel uitmaken van de landweer en mits, op voorstel van de regeeringsinspecteurs, door den Minister van Justitie, als onmisbaar voor den dienst in een binnen het Rijk gelegen krankzinnigen-gesticht, aangeschreven te zijn.

ART. 14.

Bij artikel 54, onder litt. *a*) en *b*) « honderd dagen » te vervangen door « zeventig dagen » en, onder litt. *c*) « honderd vijftig dagen » door « honderd dagen ».

ART. 15.

Bij artikel 59, het eerste lid door volgende tekst te vervangen :

In vreedstijd kan iedere Belg, van zijn 16 jaar af, en tot zijn 30 jaar, een vrijwillige dienstverbintenis aangaan.

De jongelingen, die het bewijs van ten minste volledige lagere studiën bezitten, worden tot de werving van de beroepsgegradeerden toegelaten.

Zij die het bewijs van volledige lagere studiën niet bezitten en daarom tot de werving van de beroepsgegradeerden niet mogen bijdragen, kunnen, na een volledige militairen opleidingskring doorgemaakt te hebben, met eene betrekking bekleed worden.

ART. 16.

Bij artikel 60, na het eerste lid, bij de voegen : Voor de kandidaten-gegra-

gradés aéronautiques du personnel navigant, âgés de plus de 18 ans, le terme de service à contracter est de deux ans.

ART. 17.

A l'article 61, mettre un litt. *a*) en regard du 1^{er} alinéa; rédiger comme suit le début du 2^o « Sous les réserves mentionnées au 3^o ci-dessous, pour un terme de un, deux, trois ou quatre ans, etc. », et ajouter un 3^o et des litt. *b*) et *c*) ainsi conçus :

3^o Pour un terme prenant fin à l'âge de 32 ans révolus, par les sous-officiers comptant au moins deux années de grade.

Les propositions concernant les intéressés sont transmises par la voie hiérarchique au Ministre de la Défense Nationale qui statue.

b) Un arrêté royal détermine les catégories d'emplois, dont les titulaires, sous-officiers, peuvent être maintenus au service actif après l'âge de 32 ans révolus.

c) Un arrêté royal détermine les conditions dans lesquelles les miliciens qui ne sont astreints qu'à 8 mois de service actif peuvent contracter un rengagement spécial de 4 ou de 5 mois, de manière à rester sous les armes pendant 12 ou 13 mois.

L'indemnité mensuelle dont il est question à l'article 52 précité est allouée aux intéressés, dès qu'ils ont accompli 8 mois de service.

ART. 18.

Rédiger comme suit les litt. *a* et *b* de l'article 62 :

a) Indépendamment des congés d'urgence pour motifs graves, les volon-

deerde luchtvaarder van het varend personeel echter, ouder dan 18 jaar, bedraagt de aan te gane diensttermijn twee jaar.

ART. 17.

Bij artikel 61. eene littera *a* nevens het eerste lid te plaatsen; het begin van het 2^o te doen luiden als volgt : « Onder het in onderstaand 3^o gemaakte voorbehoud, voor eenen termijn van één, twee, drie of vier jaar, enz, enz. » en een 3^o bij te voegen alsmede aldus vervatte littera's *b* en *c*.

3^o Voor eenen termijn, die eindigt op den leeftijd van volle 32 jaar voor de onderofficieren, met ten minste 2 jaar graad.

De voorstellen betreffende de belanghebbenden worden langs den hiërarchischen weg overgemaakt aan den Minister van Landsverdediging, die uitspraak doet.

b) Een Koninklijk Besluit bepaalt de categorieën van betrekkingen waarvan de bekleeders, onderofficieren, na den leeftijd van volle twee en dertig jaar, in werkelijken dienst mogen blijven.

c) Een Koninklijk besluit zal de voorwaarden bepalen waaronder de slechts tot acht maanden werkelijken dienst gehouden miliciens een bijzondere nieuwe dienstverbintenis van vier of vijf maanden mogen aangaan om twaalf of dertien maanden lang onder de wapens te blijven.

Zoodra zij acht maanden dienst hebben, wordt de maandelijksche vergoeding, waarvan sprake onder voormeld artikel 52, aan de belanghebbenden verleend.

ART. 18.

Litt. *a*) en *b*) van artikel 62 te doen luiden als volgt :

a) Onverminderd de dringende verloven om ernstige redenen, hebben de

taires de bonne conduite ont droit annuellement à un ou des congés avec solde d'une durée totale de 15 jours au plus.

b) La durée du congé avec solde est portée à 30 jours annuellement, en ce qui concerne les volontaires et les rengagés qui ont accomplis trois années de service actif, ainsi que les miliciens, désignés pour concourir au recrutement des cadres de complément qui accomplissent un rengagement d'une durée minimum d'un an.

ART. 19.

Ajouter l'alinéa suivant à l'article 63 :

Par contre, le volontaire, licencié par pension ou par réforme, pour blessure ou maladie provenant du fait du service, est considéré comme ayant satisfait à ses obligations militaires.

ART. 20.

Supprimer le litt. b de l'article 85.

ART. 21.

Remplacer aux litt. a et b de l'article 86 « 49,500 » par « 44,000 ».

ART. 22.

Supprimer l'article 87.

Dispositions générales.

I. — Les dispositions de la présente loi seront appliquées pour la première fois à la classe de 1930, les classes antérieures restant régies en ces matières par les prescriptions légales qui les concernent.

II. — Les miliciens appartenant à la levée de 1929 ou rattachés à cette classe, qui obtiendront un sursis les reportant à la classe de 1930 ou à une classe

vrijwilligers met goed gedrag, ieder jaar recht op een verlof of op verloven met soldij van ten hoogste in 't geheel vijftien dagen.

b) Voor de vrijwilligers en opnieuwdienenden met drie jaar werkelijken dienst, evenals voor de aangewezen miliciens om tot de werving van de aanvullende kaders bij te dragen, die een nieuwe dienstverbintenis van ten minste één jaar volbrengen, wordt de duur van het verlof met soldij, op dertig dagen per jaar vastgesteld.

ART. 19.

Bij artikel 63 volgend lid bij te voegen :

De vrijwilliger, daarentegen, die wegens door den dienst opgelopen kwetsuur of opgedane ziekte, bij oppensioenstelling of bij réforme, wordt ontslagen, wordt beschouwd alsof hij aan zijn militaire verplichtingen had voldaan.

ART. 20.

Litt. b) van artikel 85 weg te laten.

ART. 21.

Bij littera's a) en b) van artikel 86 « 49,500 » te vervangen door « 44,000 ».

ART. 22.

Artikel 87 weg te laten.

Algemeene beschikkingen.

I. — De beschikkingen van onderhavige wet zullen voor de eerste maal toegepast worden op de klasse 1930, terwijl de vroegere klassen te dezer zake door de hen betreffende wettelijke voorschriften beheerd blijven.

II. — De tot de lichting van 1929 behorende of bij die klasse ingedeelde miliciens, die een uitstel bekomen, waardoor zij tot de klasse 1930 of tot

suivante, pourront être tenus, en cas de désignation pour le service, au terme de service actif déterminé par la loi du 10 mai 1926, si, en vertu des dispositions de la présente loi, ils ne sont astreints qu'à 8 mois de service actif.

III. — La loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, mise en harmonie avec les dispositions de la présente loi, sera réimprimée au *Moniteur*.

Dispositions transitoires.

I. — Le terme de 12 ou de 13 mois dont il est question au litt. e) de l'article 52, ne sera pas imposé aux familles dont un fils accomplira ou aura accompli comme milicien ses obligations de service actif, au moment de la mise en vigueur des nouvelles prescriptions relatives à la durée du terme de service actif.

II. — Les sous-officiers actuellement sous les armes, qui ont été présents à l'armée à une date quelconque entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918, peuvent être maintenus au service actif jusqu'à l'âge normal de la pension.

Quant aux autres sous-officiers actuellement sous les armes et, à condition que leur conduite et leur manière de servir ne laissent pas à désirer, ils ne pourront être remerciés avant le 31 décembre 1932.

Donné à Bruxelles, le 24 mai 1928.

een volgende klasse overgaan, kunnen, in geval van aanwijzing voor den dienst, gehouden worden tot den bij de wet van 10 Mei 1926 vastgestelden werkelijken dienstdtijd, indien zij, krachtens de beschikkingen van onderhavige wet, slechts acht maanden werkelijken dienst moeten volbrengen.

III. — De wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen, in overeenstemming gebracht met de beschikkingen van onderhavige wet, zal opnieuw door den *Moniteur* afgekondigd worden.

Overgangsbeschikkingen.

1. — De dienstdtijd van 12 of van 13 maanden, waarvan sprake onder litt. e) van artikel 52, wordt niet opgelegd aan de gezinnen waarvan een zoon zijn werkelijke dienstverplichtingen, als milicien, zal volbrengen of volbracht heeft op 't oogenblik dat de nieuwe voorschriften betreffende den duur van den werkelijken dienstdtijd van kracht worden.

2. — De thans onder de wapens zijnde onderofficieren, die op eender welken datum tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 11^{en} November 1918 in het leger aanwezig zijn geweest, mogen tot op den normalen leeftijd voor het pensioen in werkelijken dienst blijven.

Wat de andere, thans onder de wapens zijnde onderofficieren betreft, die kunnen, op voorwaarde dat hun gedrag en dienwijze niet te wenschen overlaten, niet vóór 31^{en} December 1932 afgedankt worden.

Gegeven te Brussel, den 24 Mei 1928.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,
Ministre des Colonies,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste-Minister,
Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,

Comte DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

PAUL HYMANS.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie.

P.-E. JANSON.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène, | De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

A. CARNOY.

*Le Ministre des Sciences
et des Arts, | De Minister van Kunsten
en Wetenschappen,*

M. VAUTHIER.

Le Ministre des Finances, | De Minister van Financiën,

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture,
Ministre des Travaux publics, | De Minister van Landbouw,
Minister van Openbare Werken,*

H. BAELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale, | De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

H. HEYMAN.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique, | De Minister van Spoorwegen,
Zeevezen, Posterijen, Telegrafien,
Telefonen en Luchtvaart,*

MAURICE LIPPENS.
